

RAPPORT N° 2023/7-04
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 7 décembre 2023

OBJET : CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES BARACHOIS ET LA REHABILITATION DES RESEAUX ASSOCIES – COMMUNE DE SAINT-DENIS – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT N°3

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté, génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération a pour objet la réhabilitation des collecteurs d'eaux usées desservant la rue de la Boulangerie et la rue des Moulins. Par ailleurs, la construction d'une nouvelle station de pompage est également prévue dans le cadre de cette opération. Ceci afin d'améliorer les conditions d'acheminement des eaux usées collectées par les réseaux amont et ainsi limiter les dysfonctionnements observés sur la zone régulièrement (Obstructions, débordements, nuisances olfactives).

S'agissant d'une opération majeure pour la CINOR, le bureau communautaire du 15 septembre 2022 avait autorisé le Président à solliciter auprès de l'Office de l'eau et de l'Officie Français de la Biodiversité des subventions selon le plan de financement suivant :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'OFB au titre de la solidarité interbassin	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €		
3 347 225,00	1 188 400,00	415 940,00	813 620,40	2 117 664,60
100%		12,43 %	24,31 %	63,27%

Par courrier du 26 octobre 2022, l'OFB avait indiqué à la collectivité qu'elle ne pourrait pas intervenir dans le financement de cette opération puisque son programme d'intervention excluait le renouvellement des postes de refoulement et la réhabilitation des réseaux.

Aussi, par courrier du 29 Novembre 2022, l'office de l'Eau de la Réunion avait répondu favorablement à la demande de la CINOR. Leur conseil d'administration, réuni le 8 novembre 2022, avait par ailleurs retenu une participation à hauteur de 45 % des dépenses éligibles.

En outre, s'agissant d'une opération essentielle à la sécurisation de l'acheminement des eaux usées collectées dans les quartiers de la Montagne, de la Petite-Île, du Bas de la Rivière, Bellepierre et une partie du Centre-Ville vers la station d'épuration du Grand Prado, le plan de financement avait été actualisé pour pouvoir solliciter les aides de l'Etat (FEI 2023).

Le bureau communautaire du 9 décembre 2022 avait autorisé le Président à solliciter auprès de l'Office de l'eau et de l'Etat des subventions selon le plan de financement suivant :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'Etat via le FEI 2023 € HT	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €		
3 774 359,00 €	1 298 800,00 €	584 460,00 €	2 435 027,20 €	754 871,80 €
100%		15,49%	64,51%	20,00%

Accusé de réception en préfecture
976494019-20231207-BC2023400
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

Depuis, les difficultés techniques relatifs à la réalisation du poste de refoulement, ayant conduit à des retards d'études incompatibles avec le planning de l'Office de l'eau, la CINOR a adressé, à ces derniers, un courrier d'abandon de subvention en date du 19 juin 2023. Une nouvelle demande serait faite après consultation des entreprises.

Par courrier du 07 juillet 2023, la DEAL Réunion a notifié à la CINOR, une participation d'un montant de **1 203 815€** accordée par l'Etat, au titre du fonds vert.

Concomitamment, les échanges des services avec l'OFB ont permis l'établissement d'une convention d'aide financière pour un montant de **813 620,00 €**.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement actualisé de l'opération ci-dessous ;

	Participation Office de l'eau		Participation OFB	Participation du Fonds Vert	CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (45% de la dépense éligible) €	Subvention (19,61% du coût de l'opération)	Subvention accordée	Participation
4 150 000,00 €	1 298 800,00 €	584 460,00 €	813 620,00 €	1 203 815,00 €	1 548 105,00 €
100%		14,08%	19,61%	29,01%	37,30%

- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **584 460,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- autoriser le Président à accepter la subvention de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) d'un montant de **813 620 €** sur la base du montage financier précédent
- autoriser le Président à accepter la subvention de l'Etat au titre du Fond Vert d'un montant de **1 203 815 €**.
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **1 548 105,00 € H.T**,

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2023/7-04
du Bureau de la Communauté
en séance du 7 décembre 2023**

**OBJET : CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES BARACHOIS ET LA
REHABILITATION DES RESEAUX ASSOCIES – COMMUNE DE SAINT-DENIS – MODIFICATION DU PLAN DE
FINANCEMENT N°3**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission

Sur le RAPPORT n° 2023/7-04 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement actualisé suivant pour la construction du nouveau poste de refoulement Barachois et la réhabilitation des réseaux associés,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation OFB	Participation du Fonds Vert	CINOR
	Dépense éligible € HT	Subvention (45% de la dépense éligible) €	Subvention (19,61% du coût de l'opération)	Subvention accordée	Participation
4 150 000,00 €	1 298 800,00 €	584 460,00 €	813 620,00 €	1 203 815,00 €	1 548 105,00 €
100%		14,08%	19,61%	29,01%	37,30%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **584 460,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à accepter la subvention de l'Office Français de la Biodiversité de la Réunion, d'un montant de **813 620,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à accepter la subvention d'un montant **1 203 815,00 €** de l'Etat au titre du Fond Vert.

ARTICLE 5

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **1 548 105,00 € H.T.**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 14 DEC 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20231207-BC2023-7-04-DE
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023